

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES**SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES
(COMPTES ANNUELS)****LOMBARD ODIER (EUROPE) S.A.**

Société de droit étranger au capital de 40 000 000,00 €.

Établissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Siège social : 291, route d' Arlon, L-1150 Luxembourg – (Luxembourg).

R.C.S. Luxembourg : B 169 907

Succursale en France : 8, rue Royale, 75008 Paris.

803 905 157 R.C.S. Paris.

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale du 28 juin 2017.

pwc

Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de **Lombard Odier (Europe) S.A.**

Rapport sur les comptes annuels

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Lombard Odier (Europe) S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2016, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Lombard Odier (Europe) S.A. au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Luxembourg, le 14 juin 2017
Représentée par
Rima Adas

Bilan au 31 décembre 2016

Actif	Note	2016	2015
		EUR	EUR
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	3.2.1, 4	8 172 354	7 826 581
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale			
- effets publics et valeurs assimilées	3.2.1, 5	114 000 000	114 000 000
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit			
- à vue	3.2.1	438 948 591	482 259 493
- autres créances	3.2.1	141 945 559	192 838 868
		580 894 150	675 098 361
Crédits et avances consentis à la clientèle	3.2.1	207 373 611	135 601 573
Instruments financiers dérivés	3.2.1, 3.2.2	1 756 226	1 701 764
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe			
- des émetteurs publics	3.2.1, 5	94 811 150	92 091 227
Parts dans des entreprises liées	3.2.1, 6	1 188 000	1 188 000
Actifs corporels	7	903 956	956 446
Autres actifs	8	4 866 733	1 993 892
Comptes de régularisation		5 603 696	9 339 729
Total des actifs		1 019 569 876	1 039 797 573

Passif	Note	2016	2015
		EUR	EUR
Dettes envers des établissements de crédit			
- à vue	3.2.1	4 016 948	907 442
- à terme ou à préavis	3.2.1	19 000 000	20 100 000
		23 016 948	21 007 442
Dettes envers la clientèle			
- autres dettes :			
- à vue	3.2.1	944 298 335	962 829 181
Instruments financiers dérivés	3.2.1, 3.2.2	1 702 573	1 613 689
Autres passifs	9	4 846 160	5 785 805
Comptes de régularisation		3 899 063	4 321 627
Provisions	10		
- autres provisions		9 903 894	13 855 505
		9 903 894	13 855 505
Capital souscrit	11, 14	40 000 000	40 000 000
Primes d'émission	13, 14	36 072 360	21 072 360
Réserves	12, 14	14 000	14 000
Perte reportée	14	-30 702 036	-20 320 650
Perte de l'exercice	14	-13 481 421	-10 381 386
		31 902 903	30 384 324
Total des passifs		1 019 569 876	1 039 797 573

Postes hors-bilan au 31 décembre 2016

	Note	2016	2015
		EUR	EUR
Passifs éventuels	16.1	2 649 425	1 595 336

dont :			
- cautionnements et actifs donnés en garantie		2 649 425	1 595 336
Engagements	16.2	16 514 375	11 757 866
Opérations fiduciaires		117 766 842	139 379 926

Compte de profits et pertes pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016

	Note	2016	2015
		EUR	EUR
Intérêts et produits assimilés	17.1	4 081 321	2 970 748
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		1 370 630	1 027 654
Intérêts et charges assimilées	17.1	- 465 534	- 547 157
Commissions perçues	17.1	38 291 817	52 359 104
Commissions versées	17.1	- 6 376 866	- 11 219 465
Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières	17.2	1 438 211	- 969 973
Autres produits d'exploitation	17.3	3 483 856	3 540 056
Frais généraux administratifs		- 51 867 497	- 56 988 072
- frais de personnel	18	- 38 739 426	- 44 759 563
dont :			
- salaires et traitements		- 27 715 655	- 32 171 029
- charges sociales (*)		- 7 500 768	- 8 694 543
dont : charges couvrant les pensions		- 2 440 106	- 2 846 861
- autres frais administratifs	17.4	- 13 128 071	- 12 228 509
Corrections de valeur sur les actifs incorporels et les actifs corporels	7	- 369 595	- 491 475
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	20	- 91 347	- 3 500
Perte provenant des activités ordinaires, après impôts		- 11 875 634	- 11 349 734
Produits exceptionnels	17.5	69 529	3 243 942
Charges exceptionnelles	17.5	- 133 304	- 770 233
Bénéfice ou perte exceptionnel(le)		- 63 775	2 473 709
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	21	- 1 542 012	- 1 505 361
Perte de l'exercice		- 13 481 421	- 10 381 386

(*) Les chiffres de l'exercice précédent relatifs aux charges sociales ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2016.

Affectation du résultat au 31 décembre 2016

L'Assemblée Générale réunie le 28 juin 2017 a constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 font apparaître une perte de 13 481 421 Euros et a décidé de reporter à nouveau cette perte.

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2016

1. Généralités

Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque ») a été établie dans le Grand-Duché de Luxembourg le 25 juin 2012 sous le statut de société anonyme. Le 24 septembre 2014, la Banque a reçu l'agrément du ministère des Finances qui lui confère le statut d'établissement de crédit. Les activités au Luxembourg s'inscrivent dans le prolongement de la succursale qui opérait au Luxembourg depuis la Belgique. Au 1er décembre 2012, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (Belgique) S.A., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités en Belgique ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 31 décembre 2012, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités aux Pays-Bas ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 1er novembre 2013, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (España) S.A. S.V., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités en Espagne ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 1er décembre 2013, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier Darier Hentsch (UK) Limited, à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités au Royaume-Uni ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 31 décembre 2014, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (France) S.A., à l'issue de laquelle les activités de cette entité légale ont été poursuivies par l'établissement d'une succursale de Lombard Odier (Europe) S.A. en France. Cette fusion est entrée en vigueur avec effet rétroactif aux fins comptables au 1er octobre 2014. En 2015, la filiale Lombard Odier Gestion (France) a fusionné avec Lombard Odier (Europe) S.A. Succursale en France, en conséquence de quoi la première société a cessé d'exister. La fusion a eu lieu le 31 décembre 2015 et a pris effet avec effet rétroactif aux fins comptables au 1er janvier 2015. Au troisième trimestre 2016, la Banque a établi une succursale à Milan, Italie.

Modification des statuts

La Banque a été constituée par un acte passé devant le notaire Henri Hellinckx, résidant au Luxembourg, le 25 juin 2012, publié dans le Mémorial C, recueil spécial des sociétés et associations, n° 1931 le 3 août 2012 dont les statuts ont été modifiés comme suit :

– par un acte signé par le même notaire, Maître Hellinckx, le 20 novembre 2012, publié dans le Mémorial C n° 2904 du 30 novembre 2012 afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société belge Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Belgique) S.A. ;

– par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 21 décembre 2012, publié dans le Mémorial C n° 3110 du 31 décembre 2012 afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société néerlandaise Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V.;

– après un acte rectificatif signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 21 décembre 2012, publié dans le Mémorial C n° 75 le 12 janvier 2013, indiquant le bon montant du capital social modifié ;

– par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 14 novembre 2013, publié dans le Mémorial C n° 2736 du 2 novembre 2013, afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société espagnole Lombard Odier & Cie (España) S.V. S.A. ;

– par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 14 novembre 2013, publié dans le Mémorial C n° 3040 du 2 décembre 2013 afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société britannique Lombard Odier Darier Hentsch (UK) Limited ;

– par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 5 décembre 2013, publié dans le Mémorial C n° 99 le 11 janvier 2014, afin d'adapter certaines dispositions des statuts pour inclure les activités de courtage en assurance, ramener la durée du mandat des administrateurs de 6 à 3 ans et modifier la fréquence des réunions du Conseil d'administration, d'une fois par trimestre à quatre fois par an ;

– par un acte passé devant le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 22 octobre 2014, publié dans le Mémorial C n° 3538 le 25 novembre 2014, afin d'adapter le capital à la suite d'une augmentation de capital ;

– par un acte passé devant le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 22 décembre 2014, publié dans le Mémorial C n° 24 du 6 janvier 2015, afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société française Lombard Odier & Cie (France) S.A.

Le cœur de métier de la Banque est la prestation de services de gestion privée, d'asset management et de dépôt de titres. La Banque possède des succursales aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Italie. La Banque est détenue à 100 % par Lombard Odier Holding S.A. en Suisse.

Structure du Groupe

La Banque appartient au Groupe Lombard Odier. La société faîtière de ce Groupe est la Compagnie Lombard Odier ScmA, dont le siège est à Genève, en Suisse (la « société faîtière »).

Exercice financier

L'exercice financier porte sur l'ensemble de l'année civile, du 1er janvier au 31 décembre.

Sociétés du Groupe

Les transactions intersociétés, les comptes créanciers et débiteurs avec des sociétés du groupe sont publiés et comptabilisés dans des conditions de concurrence normale.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé des membres suivants :

- M. Frédéric Rochat (Président du Conseil)
- M. Carl Verbrugge
- M. Marc Lopez
- M. Denis Pittet
- M. Jean-Jacques Hamel (jusqu'au 30 avril 2016)
- Mme Joëlle Pacteau (depuis le 29 juin 2016)
- M. Christian Morel
- M. Henry Fischel-Bock

Le Management Committee est composé des membres suivants :

- M. Henry Fischel-Bock (Président du Comité)
- M. Ronald van Beek
- M. Alessandro Colarusso

2. Récapitulatif des principes comptables et règles d'évaluation importants

2.1. Principes d'établissement

Les présents comptes annuels ont été établis en accord avec la législation et les principes comptables généralement acceptés dans le secteur bancaire du Grand-Duché de Luxembourg. Les principes comptables et d'évaluation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'Administration, à l'exception de ceux qui sont définis par la loi modifiée du 17 juin 1992 (la « Loi ») et par la CSSF. La Banque, par dérogation à l'article 52 de la Loi, fixe la valeur de ses instruments financiers dérivés en se référant à la juste valeur.

L'établissement des comptes annuels impose d'utiliser certaines estimations comptables importantes. Le Conseil d'Administration doit également faire valoir son opinion dans l'application des principes comptables. Les changements apportés aux hypothèses peuvent avoir un impact important sur les comptes annuels au cours de la période durant laquelle les hypothèses ont changé. Le Conseil d'Administration considère que les hypothèses sous-jacentes sont pertinentes et que les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière et des résultats.

La Banque effectue des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant. Les estimations et les opinions sont constamment évaluées et fondées sur l'expérience historique et d'autres facteurs, dont les projections de futurs événements considérés comme plausibles au regard du contexte.

La Banque est incluse dans les comptes consolidés de Compagnie Lombard Odier ScaA, une société en commandite par actions de droit suisse constituée à Genève, dont le siège social est situé 11, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, formant le groupe d'entreprises le plus grand et le plus petit dont la Banque fait partie. Les comptes consolidés ont été publiés au 28 avril 2017. Ces comptes sont disponibles sur le site : www.lombardodier.com.

2.2. Monnaies étrangères

Les comptes annuels sont établis dans la monnaie du capital social (EUR). La banque a adopté un système comptable multidevises qui comptabilise les opérations réalisées dans une autre monnaie que celle du capital social. Pour l'établissement des comptes annuels, les montants en monnaies étrangères sont convertis en EUR sur la base suivante :

2.2.1. Opérations au comptant

Les actifs et les passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis en EUR aux taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les actifs détenus sous forme d'immobilisations financières, d'actifs corporels et incorporels, qui ne sont pas couverts sur les marchés forward ou au comptant sont toutefois convertis en euros au taux en vigueur à leur date d'acquisition. Les opérations au comptant sur devises non réglées sont converties en EUR au cours au comptant en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis dans la monnaie du capital social au taux en vigueur à la date de la transaction, sauf pour les transactions portées au bilan de la succursale britannique, lesquelles sont converties en EUR en taux de change moyen mensuel pour la paire GBP/EUR.

2.2.2. Transactions forward

Les opérations forward sur devises non réglées sont converties en EUR au cours à terme en vigueur à la date du bilan pour l'échéance résiduelle.

Les pertes de change réalisées sur les contrats de change forward non couverts sont inscrites au compte de profits et pertes au cours forward en vigueur à la date du bilan pour la durée résiduelle du contrat. Les gains sur les cours réalisés sur les contrats forward non couverts ne sont portés au bilan qu'une fois réalisés.

Pour les transactions couvertes, les pertes de change résultant d'une réévaluation viennent en déduction des gains réalisés.

2.2.3. Gains et pertes de change

Les gains et les pertes de change réalisés sur toutes les transactions et les gains et pertes de change latents sur les transactions couvertes sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

2.3. Crédits et avances

Les crédits et avances sont comptabilisés à leur prix d'achat. En application de la politique de la Banque, des provisions doivent être constituées pour les créances compromises au gré des circonstances et pour les montants fixés par le Conseil d'Administration. Ces provisions sont déduites des postes de l'actif concerné et ne doivent pas être maintenues si les raisons pour lesquelles elles ont été portées au bilan ne sont plus valables.

2.4. Créances

Les créances sont comptabilisées au passif au montant de remboursement. Lorsque le montant du remboursement est supérieur au montant reçu, la différence peut être comptabilisée comme un actif et amortie sur l'ensemble de l'échéance de la dette.

2.5. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations autres que les immobilisations financières sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, sauf pour les immobilisations corporelles et incorporelles de la succursale britannique pour lesquelles la valeur est convertie en EUR à la date d'établissement des comptes. Le coût d'acquisition comprend également les frais acquittés pour acheter les actifs. Les coûts d'acquisition des actifs corporels et incorporels dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amortis de façon linéaire sur l'ensemble de la durée d'utilisation.

En cas de baisse durable de la valeur, les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à des corrections de valeur, que leur utilisation soit limitée dans le temps ou non. La comptabilisation à la valeur inférieure n'est pas conservée si les raisons pour lesquelles la valeur a été corrigée ne sont plus valables.

2.5.1. Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres opérations. Les actifs corporels autres que les terrains sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée aux taux suivants :

Les durées d'utilisation estimées sont :		Le pourcentage de dépréciation est le suivant :
– Améliorations locatives	5 ans	20 %
– Autres	5 ans	20 %

2.6. Instruments financiers dérivés

Des contrats sur dérivés sont conclus avec les clients de la Banque. Les opérations sur dérivés conclues avec les clients de la Banque sont transposées une par une auprès de la Banque Lombard Odier & Cie SA. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat sur dérivé, puis sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à l'aide de techniques d'évaluation fondées sur l'observation des marchés. Tous les dérivés sont comptabilisés parmi les actifs lorsque la juste valeur est positive et comme passifs lorsque la juste valeur est négative. Les modifications de la juste valeur de ces dérivés, pour le compte des clients de la Banque, sont inscrites dans un compte de compensation.

2.7. Autres actifs et comptes de régularisation

Les autres actifs et comptes de régularisation sont comptabilisés à la valeur nominale.

2.8. Valeurs mobilières à revenu fixe

Ce portefeuille d'investissement comprend des valeurs mobilières à revenu fixe, qui ont vocation à être conservées à long terme dans le cadre normal des activités de la Banque.

Les valeurs mobilières à revenu fixe possédant les caractéristiques des immobilisations financières sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'Administration estime que la valeur a durablement baissé. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

La prime résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance est inscrite au compte de profits et pertes sur la base du coût amorti.

L'escompte résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est comptabilisé dans les produits échelonnés sur la période restante jusqu'au remboursement.

2.9. Parts dans des entreprises liées

Les parts dans des entreprises liées qui possèdent les caractéristiques des immobilisations financières sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont évaluées à leurs coûts d'acquisition. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'Administration juge que la valeur a durablement baissé. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

2.10. Transactions avec des parties liées

La Banque réalise diverses opérations avec des entités du Groupe Lombard Odier, concernant, notamment, le traitement des transactions, les services de dépôt de titres, l'utilisation du service informatique, l'audit interne, le détachement de personnel, le partage de fonctions de support, le placement de positions de trésorerie ainsi que le refinancement de crédits accordés aux clients. Toutes les opérations sont réalisées dans des conditions de pleine concurrence.

3. Analyse des instruments financiers

3.1. Stratégie reflétant le recours aux instruments financiers

La Banque n'effectue aucune opération sur des instruments financiers dérivés pour le compte de ses clients. Toutes les opérations réalisées pour le compte de clients sont automatiquement transférées à la Banque Lombard Odier & Cie SA.

3.2. Analyse des instruments financiers

3.2.1. Informations sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers primaires de la Banque, en termes de montant comptable, dans des groupes d'échéance selon la période restante entre la date du bilan et la date d'échéance contractuelle.

Analyse des instruments financiers - Instruments non négociables primaires 2016

	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	8 172 354	-	-	-	-	8 172 354
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	580 894 150	-	-	-	-	580 894 150
Crédits et avances consentis à la clientèle	96 155 409	79 218 202	20 000 000	12 000 000	-	207 373 611
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	-	-	114 000 000	-	-	114 000 000
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	94 811 150	-	-	94 811 150
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	1 188 000	1 188 000
Instruments financiers dérivés	1 072 042	684 184	-	-	-	1 756 226
Total des actifs financiers	686 293 955	79 902 386	228 811 150	12 000 000	1 188 000	1 008 195 491
Actifs non financiers	6 823 995	831 679	1 239 333	1 575 422	903 956	11 374 385
Total des actifs	693 117 950	80 734 065	230 050 483	13 575 422	2 091 956	1 019 569 876
Catégorie d'instruments (dettes financières)						
Dettes envers des établissements de crédit	4 016 948	6 000 000	1 000 000	12 000 000	-	23 016 948
Dettes envers la clientèle	944 298 335	-	-	-	-	944 298 335
Instruments financiers dérivés	1 037 528	665 045	-	-	-	1 702 573

Total des passifs financiers	949 352 811	6 665 045	1 000 000	12 000 000	-	969 017 856
Passifs non financiers	18 240 245	-	408 872	-	31 902 903	50 552 020
Total des passifs	967 593 056	6 665 045	1 408 872	12 000 000	31 902 903	1 019 569 876

Analyse des instruments financiers – Instruments non négociables primaires 2015

	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	7 826 581	-	-	-	-	7 826 581
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	675 098 361	-	-	-	-	675 098 361
Crédits et avances consentis à la clientèle	36 923 474	58 136 572	28 541 527	12 000 000	-	135 601 573
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	-	-	114 000 000	-	-	114 000 000
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	92 091 227	-	-	92 091 227
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	1 188 000	1 188 000
Instruments financiers dérivés	1 257 766	443 998	-	-	-	1 701 764
Total des actifs financiers	721 106 182	58 580 570	234 632 754	12 000 000	1 188 000	1 027 507 506
Actifs non financiers	9 151 309	-	2 182 312	-	956 446	12 290 067
Total des actifs	730 257 491	58 580 570	236 815 066	12 000 000	2 144 446	1 039 797 573
Catégorie d'instruments (dettes financières)						
Dettes envers des établissements de crédit	907 442	1 100 000	7 000 000	12 000 000	-	21 007 442
Dettes envers la clientèle	962 829 181	-	-	-	-	962 829 181
Instruments financiers dérivés	1 186 014	427 675	-	-	-	1 613 689
Total des passifs financiers	964 922 637	1 527 675	7 000 000	12 000 000	-	985 450 312
Passifs non financiers	23 962 937	-	-	-	30 384 324	54 347 261
Total des passifs	988 885 574	1 527 675	7 000 000	12 000 000	30 384 324	1 039 797 573

La Banque ne possède aucun instrument de négoce primaire aux 31 décembre 2016 et 2015.

3.2.2. Informations sur les instruments financiers dérivés

3.2.2.1. Description des dérivés utilisés

La Banque ne souscrit les instruments dérivés suivants que dans le cadre des transactions réalisées pour le compte de ses clients, lesquelles sont automatiquement transposées auprès de la société faîtière :

- les opérations forward sur devises sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères à une date ultérieure à un prix spécifié ;
- les swaps de change désignent l'achat et la vente simultanés de montants identiques d'une monnaie en échange d'une autre avec deux dates de valeur différentes et à des cours différents (au comptant ou à terme) ;
- les options sur devises donnent le droit et non l'obligation, au propriétaire d'acheter ou de vendre une monnaie à un cours de change préalable convenu à une date déterminée.

3.2.2.2. Analyse des dérivés

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers dérivés de la Banque.

Le tableau, qui indique le niveau d'activité des instruments utilisés pour le compte de ses clients, présente les valeurs notionnelles et les justes valeurs pour chaque catégorie d'instruments et les divise en groupes selon leur échéance résiduelle.

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2016

	Contrat/ montant notionnel	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
		EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Opérations sur devises OTC (*)							

Opérations forward sur devises	71 996 342	375 477	357 633	642 595	623 456	1 018 072	981 089
Swaps de change	29 570 944	567 188	550 518	-	-	567 188	550 518
Options sur devises	24 754 753	129 377	129 377	41 589	41 589	170 966	170 966
Total	126 322 039	1 072 042	1 037 528	684 184	665 045	1 756 226	1 702 573

(*) De gré à gré

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2015

	Contrat/ montant notionnel	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Opérations sur devises OTC (*)							
Opérations forward sur devises	118 160 583	1 080 210	1 017 283	431 568	417 166	1 511 778	1 434 449
Swaps de change	15 646 031	171 370	162 545	12 430	10 509	183 800	173 054
Options sur devises	30 400 000	6 186	6 186	-	-	6 186	6 186
Total	164 206 614	1 257 766	1 186 014	443 998	427 675	1 701 764	1 613 689

(*) De gré à gré

3.3. Risque de crédit

3.3.1. Description du risque de crédit

La Banque est exposée au risque de crédit, lequel correspond à l'incapacité d'une contrepartie à payer les sommes dans leur intégralité à la date d'échéance. Le risque de crédit est considéré comme limité et comprend les avoirs détenus auprès d'autres établissements financiers, les investissements dans des obligations de première qualité pour le portefeuille d'investissement et les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombard (y compris des prêts, des découverts, des limites de négoce et des garanties). La Banque ne fait appel à des établissements financiers comme contreparties qu'après avoir obtenu l'accord du Comité Finances, Crédits & Risques (« FCR ») du Groupe Lombard Odier qui définit également l'exposition maximale à une même contrepartie à l'échelle de la Banque.

Pour les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombard (y compris les prêts, les découverts, les limites de négoce et les garanties), un collatéral suffisant est obtenu selon le portefeuille d'investissement déposé auprès de la Banque ou les garanties fournies pour couvrir l'exposition.

3.3.2. Mesure de l'exposition au risque de crédit

Les informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires sont publiées sur la base du montant comptable, après déduction des corrections de valeur. Les garanties reçues, qui limitent l'exposition au risque de crédit, ne sont pas prises en compte.

3.3.3. Concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous montrent la concentration du risque de crédit inhérent aux instruments financiers, pour les postes hors bilan et du bilan, par zone géographique et secteur économique.

Concentration du risque de crédit par zone géographique en %

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2016	2016	2016
Union européenne	38 %	100 %	51 %
Etats-Unis d'Amérique	9 %	0 %	0 %
Suisse	53 %	0 %	49 %
Total	100 %	100 %	100 %

Concentration du risque de crédit par secteur économique en %

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2016	2016	2016
Banques centrales	1 %	0 %	0 %
Gouvernement	21 %	0 %	0 %
Etablissements financiers	57 %	0 %	49 %
Secteur privé	20 %	100 %	51 %
Autres	1 %	0 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %

Concentration du risque de crédit par zone géographique en %

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2015	2015	2015
Union européenne	31 %	100 %	39 %
Etats-Unis d'Amérique	9 %	0 %	0 %
Suisse	60 %	0 %	61 %
Total	100 %	100 %	100 %

Concentration du risque de crédit par secteur économique en %

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2015	2015	2015
Banques centrales	1%	0%	0%
Gouvernement	20%	0%	0%
Etablissements financiers	65%	0%	61%
Secteur privé	13%	100%	39%
Autres	1%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

3.4. Risque de marché

La Banque est peu exposée au risque de marché lié aux investissements pour propre compte. Les placements réalisés génèrent toutefois un rendement à maturité positif car les placements seront généralement conservés jusqu'à l'échéance. Les risques de marché immatériels découlent des produits et des charges libellés dans une monnaie étrangère.

4. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne, les banques centrales en Europe ont mis en place à compter du 1er janvier 1999 un système de réserves minimales obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit. Les soldes de réserves minimales au 31 décembre 2016 détenus par la Banque dans les différents pays sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	2016	2015
	EUR	EUR
Réserve de liquidité Luxembourg	2 545 919	3 700 252
Réserve de liquidité Belgique	3 658 920	2 999 184
Réserve de liquidité France	641 999	-
Réserve de liquidité Espagne	354 006	148 563
Réserve de liquidité Pays-Bas	870 372	870 000
Total	8 071 216	7 717 999

Les soldes restants sont des liquidités en caisse auprès de nos bureaux, d'un montant de EUR 101 138 au 31 décembre 2016 (2015 : 108 582).

5. Valeurs mobilières à revenu fixe

Valeurs mobilières cotées	2016	2015
	EUR	EUR
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	114 000 000	114 000 000
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	94 811 150	92 091 227

Les valeurs mobilières à revenu fixe sont comptabilisées comme suit :

	2016	2015
	EUR	EUR
Portefeuille d'investissement	208 811 150	206 091 227

Les mouvements concernant les valeurs mobilières à revenu fixe sont présentés ci-dessous.

	Valeur nominale	Agio	Disagio	Juste valeur	Intérêts courus
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Solde d'ouverture	206 091 227	2 178 167	- 477 652	207 909 513	818 909
Acquisition	-	-	-	-	-
Aliénations	-	-	-	-	-

Amortissement inscrit au compte de profits et pertes	-	- 938 834	68 780	-	-
Intérêts courus	-	-	-	-	12 770
Effet de change	2 719 923	-	-	2 740 726	-
Variation de la juste valeur	-	-	-	199 114	-
Solde final	208 811 150	1 239 333	- 408 872	210 849 353	831 679

6. Actifs et passifs dans des entreprises liées

6.1. Résumé des participations dans des entreprises liées

La participation est évaluée au coût d'acquisition et correspond à Lombard Odier Gestion (España) S.G.I.I.C, S.A.U., qui est une société de gestion d'actifs basée en Espagne.

Nom	Valeur comptable	Part du capital détenue	Capitaux propres au 31/12/2016	Bénéfice pour l'exercice arrêté au 31/12/2016
	EUR	En %	EUR	EUR
Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C, S.A.U., Madrid, Espagne	1 188 000	100 %	1 578 108	212 893

6.2. Crédits et avances consentis à et dettes envers des entreprises liées

Ces postes sont détaillés comme suit :

	2016	2015
	EUR	EUR
Actifs		
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	421 938 017	458 469 382
Passif		
Dettes envers des établissements de crédit	23 016 948	20 997 315
Dettes envers la clientèle	117 784	96 349

Les créances sur les établissements de crédit sont les soldes des créances sur Banque Lombard Odier & Cie SA. Les dettes envers la clientèle sont les soldes des dettes envers Lombard Odier Gestion (España) S.G.I.I.C, S.A.U.

7. Actifs corporels

Toutes les immobilisations corporelles sont utilisées par la Banque dans le cadre de ses propres activités.

	2016	2015
	EUR	EUR
Valeur brute au début de l'année	8 441 901	5 745 034
<i>Valeur brute des actifs apportés au titre des fusions</i>	-	2 469 155
<i>Acquisitions</i>	345 963	144 863
<i>Aliénations</i>	-	-
<i>Effet de change</i>	- 227 396	82 849
Valeur brute à la fin de l'année	8 560 468	8 441 901
Corrections cumulées de la valeur au début de l'année	- 7 485 455	- 4 943 056
<i>Corrections de la valeur cumulées en lien avec des fusions légales</i>	-	- 1 984 539
<i>Correction de valeur</i>	- 369 595	- 490 934
<i>Correction de valeur en lien avec les aliénations</i>	-	-
<i>Effet de change</i>	198 538	- 66 926
Corrections cumulées de la valeur à la fin de l'année	- 7 656 512	- 7 485 455
Valeur comptable nette au début de l'année	956 446	801 978
Valeur brute nette à la fin de l'année	903 956	956 446

L'effet de change est lié à la réévaluation en euros de la valeur brute des immobilisations détenues par la succursale britannique, ainsi que la correction de la valeur de ces dernières.

8. Autres actifs

Les autres actifs se composent principalement des éléments suivants :

	2016	2015
	EUR	EUR

Créances	2 732 538	1 296 131
Impôts à recouvrer	406 715	336 124
Autres	1 727 480	361 637
Total	4 866 733	1 993 892

Les créances correspondent principalement aux créances sur d'autres entités du Groupe Lombard Odier qui s'élèvent à EUR 2 121 318 (2015 : EUR 637 409) et aux montants facturés aux clients en contrepartie des services fournis par la Banque. Aucune créance n'est en souffrance. Le montant indiqué sous Autres correspond aux cautions versées pour la location d'immeubles sur nos sites, à hauteur de EUR 1 575 422 (2015 : EUR 278 896).

9. Autres passifs

Les autres passifs se composent principalement des éléments suivants :

	2016	2015
	EUR	EUR
Impôts à acquitter	2 783 528	3 457 401
Frais généraux	897 514	1 101 456
Autres	1 165 118	1 226 948
Total	4 846 160	5 785 805

Les impôts à acquitter se composent principalement des impôts à la source, des charges sociales, de la TVA et l'impôt sur la fortune à acquitter. Les montants à payer se composent principalement des dettes interentreprises envers la Banque Lombard Odier & Cie SA d'un montant de EUR 157 599 (2015 : EUR 641 108), et des dettes envers les fournisseurs externes sur tous les sites se montant à EUR 738 462 (2015 : EUR 452 078). Le montant indiqué sous Autres se compose principalement de composantes de rémunération à verser.

10. Provisions

Les provisions se composent principalement de la provision pour les rémunérations variables et les frais généraux.

11. Capital souscrit

Le capital total autorisé de la Banque s'élève à EUR 40 000 000 au 31 décembre 2016, représenté par 400 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100.

12. Réserves

Sur le résultat de 2012, EUR 14 000 ont été alloués aux réserves légales. Depuis 2012, la Banque a enregistré des pertes. Aucune attribution supplémentaire n'a par conséquent été faite dans la réserve légale.

13. Prime d'émission

La réserve de prime d'émission représente la prime d'émission résultant des mises de fonds en nature en rapport avec les fusions transfrontalières. Des liquidités ont par ailleurs été transférées dans la prime d'émission en lien avec des apports en capital effectués par l'Actionnaire.

14. Variations des capitaux propres

Les variations des capitaux propres de la Banque sont résumées ci-dessous :

	Capital souscrit	Prime d'émission	Perte de l'exercice	Réserves légales	Report de résultat	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Bilan au 31 décembre 2015	40 000 000	21 072 360	- 10 381 386	14 000	- 20 320 650	30 384 324
Répartition du résultat de l'exercice précédent	-	-	10 381 386	-	-	10 381 386
- transfert vers le résultat reporté	-	-	-	-	- 10 381 386	- 10 381 386
Apport en capital de LO Holding S.A.	-	15 000 000	-	-	-	15 000 000
Perte de l'exercice	-	-	- 13 481 421	-	-	- 13 481 421
Bilan au 31 décembre 2016	40 000 000	36 072 360	- 13 481 421	14 000	- 30 702 036	31 902 903

15. Positions en monnaie étrangère

La Banque compte les positions suivantes en monnaie étrangère au 31 décembre 2016 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2016	Actif	Passif
	EUR	EUR
CAD	4 553 310	4 540 263
CHF	35 334 541	35 221 264
GBP	89 903 817	90 261 380
JPY	2 448 747	2 437 369

NOK	10 184 514	10 170 046
SEK	2 438 130	2 424 993
USD	328 162 480	328 714 666
Autres monnaies	6 826 325	6 796 718
Total	479 851 864	480 566 699

La Banque compte les positions suivantes en monnaie étrangère au 31 décembre 2015 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2015	Actif	Passif
	EUR	EUR
CAD	1 928 762	1 916 492
CHF	28 096 451	27 537 738
GBP	77 481 323	84 274 323
JPY	3 955 970	3 909 821
NOK	5 074 787	5 062 296
SEK	1 965 845	1 958 848
USD	412 653 152	412 028 920
Autres monnaies	7 297 812	7 278 579
Total	538 454 102	543 967 016

16. Passifs et engagements éventuels

16.1 Passifs éventuels

Passifs éventuels comptabilisés hors bilan comprenant :

	2016	2015
	EUR	EUR
Garanties et autres substituts directs pour les crédits	2 649 425	1 595 336

16.2. Engagements

Engagements comptabilisés hors bilan comprenant :

Engagements au 31 décembre 2016

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	2 555 858	8 236 166	3 718 111	14 510 135
Engagements relatifs aux paiements du contrat de bail	685 660	976 175	-	1 661 835
Engagements relatifs aux lignes de crédit non utilisées	342 405	-	-	342 405
Total	3 583 923	9 212 341	3 718 111	16 514 375

Engagements au 31 décembre 2015

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	1 674 061	4 313 896	1 521 389	7 509 346
Engagements relatifs aux paiements du contrat de bail	713 430	1 098 090	-	1 811 520
Engagements relatifs aux lignes de crédit non utilisées	2 437 000	-	-	2 437 000
Total	4 824 491	5 411 986	1 521 389	11 757 866

16.3. Système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La Loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), transposant dans le droit luxembourgeois la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts, a été votée le 18 décembre 2015. Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en place par le biais de l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL) a été remplacé en 2016 par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Ce nouveau système couvre les dépôts éligibles de chaque déposant dans la limite de EUR 100 000 et les investissements dans la limite de EUR 20 000. La Loi stipule également que les dépôts résultant de transactions particulières ou à but social ou autre sont protégés au-delà de EUR 100 000 pour une période de 12 mois.

Les provisions qui ont été constituées par les établissements de crédit au titre de l'AGDL dans leurs comptes annuels seront utilisées conformément aux contributions des banques au nouveau Fonds de résolution Luxembourg (FRL), respectivement au nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL).

Le montant provisionné du FRL devra atteindre à la fin 2024 au moins 1 % des dépôts couverts, comme stipulé dans l'article 1 numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit autorisés dans tous les Etats membres participants. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des cotisations annuelles durant les années de 2015 à 2024.

Le niveau de financement visé du FGDL est fixé à 0,8 % des dépôts couverts, comme stipulé dans l'article 163 numéro 8 de la Loi, des établissements de crédit concernés et devrait être atteint à la fin 2018 par le versement de contributions annuelles. Les contributions sont acquittées sous la forme de paiements annuels durant les années 2016 à 2018. Lorsque le niveau de 0,8 % sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois poursuivront leurs contributions de sorte à constituer un coussin de moyens financiers de 0,8 pour cent des dépôts garantis endéans 8 ans comme stipulé dans l'article 163 numéro 8 de la Loi.

Au 31 décembre 2016, la Banque a constitué une provision toujours en lien avec l'AGDL d'un montant de EUR 214 513 (2015 : EUR 785 840).

En 2016, la Banque a utilisé la provision AGDL existante aux fins de la contribution au FRL et au FGDL d'un montant de EUR 571 327.

16.4. Services de gestion et de fiducie

La Banque a fourni les services de gestion suivants à des tiers au cours de l'année :

- gestion et conseil en placement ;
- services d'administration des valeurs mobilières ;
- transactions fiduciaires.

17. Compte de profits et pertes

17.1. Répartition des produits des intérêts et des commissions nets perçus par marché géographique

	2016	2015
	EUR	EUR
Luxembourg	6 316 179	5 659 964
Belgique	8 449 462	8 742 257
Pays-Bas	4 856 487	5 421 530
Espagne	3 188 144	3 135 713
France	7 074 981	10 687 856
Royaume-Uni	5 645 289	9 915 910
Italie	196	-
Total	35 530 738	43 563 230

17.2. Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières

Le résultat net sur les opérations financières est lié principalement à l'effet de change des activités de la succursale britannique.

17.3. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont analysés comme suit :

	2016	2015
	EUR	EUR
Produits correspondant aux services fournis au Groupe	3 483 856	3 540 056
Total	3 483 856	3 540 056

Les produits correspondent principalement à la refacturation des charges de personnel et des autres coûts associés.

17.4. Autres frais administratifs

Les autres frais administratifs se composent de la manière suivante :

	2016	2015
	EUR	EUR
Immeubles	3 931 174	3 598 738
Frais de bureau	1 103 517	1 021 232
Autres charges d'exploitation	8 093 380	7 608 539
Total	13 128 071	12 228 509

Les autres charges d'exploitation se composent principalement des services d'audit et de conseil d'un montant de EUR 2 775 992 (2015 : EUR 2 153 750), les frais de voyage et de divertissement pour EUR 1 505 599 (2015 : EUR 1 546 683), l'assurance pour EUR 606 090 (2015 : EUR 635 025), les frais d'adhésion et marketing pour EUR 872 502 (2015 : EUR 631 920) et la provision AGDL pour EUR 0 (2015 : EUR 325 196).

17.5. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels sont analysés comme suit :

	2016	2015
	EUR	EUR
Résultat réalisé au titre de la fusion avec Lombard Odier Gestion (France)	-	3 224 329
Produits relatifs à des erreurs opérationnelles	69 529	19 613
Charges relatives à des erreurs opérationnelles	- 133 304	- 770 233
Total	- 63 775	2 473 709

18. Informations relatives aux employés et à la Direction**18.1. Effectifs**

Le nombre moyen d'employés au cours de l'exercice financier est détaillé ci-dessous :

	2016	2015
Haute direction	9	9
Responsables	84	82
Employés	84	87
Total	177	178

Les effectifs s'élèvent à 180 au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 172).

18.2. Membres des organes d'administration, de direction et de supervision

Les engagements au titre des rémunérations et des pensions versées aux membres du Management Committee en fonction durant l'année sont les suivants : rémunération EUR 1 463 320 (2015 : EUR 2 288 322) et pensions et engagements EUR 124 746 (2015 : EUR 202 845).

Aucune créance n'a été consentie aux membres du Conseil d'administration ou du Management Committee qui n'ont, par ailleurs, bénéficié d'aucune garantie. Les administrateurs indépendants n'ont perçu aucune rémunération.

19. Honoraires versés au réviseur

Le montant total des honoraires accumulés et payés par la Banque au réviseur externe (hors TVA) est présenté ci-dessous :

	2016	2015
	EUR	EUR
Frais de révision	406 422	406 005
Frais liés à la révision	154 178	42 518
Total	560 600	448 523

20. Impôt sur les sociétés

La Banque est redevable de l'impôt sur les sociétés dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités. La Banque doit s'acquitter d'une charge fiscale liée à l'impôt sur la fortune au Luxembourg. En raison des pertes reportées au siège et dans les succursales, la Banque n'a comptabilisé aucune charge au titre de l'impôt sur les sociétés dans les pays où elle est présente.

21. Autres impôts

Les autres impôts comprennent, entre autres, la TVA non remboursable, les taxes professionnelles et l'impôt sur la fortune nette.

22. Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 s'élève à - 1,32 % (2015 : - 1,00 %). Le rendement des actifs correspond au résultat net divisé par le total du bilan.

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion du Conseil d'Administration est disponible à l'adresse de la succursale française : 8 rue Royale - 75008 Paris.